

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.666/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 14 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'armement de la police intégrée, structurée à deux niveaux, ainsi qu'à l'armement des fonctionnaires de police auprès du Comité P, du Comité R et de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale", a donné le 11 décembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

I. Portée de l'arrêté royal en projet

1. Bien que son intitulé vise "l'armement" d'un certain nombre de services de police ou assimilés, l'arrêté en projet fait en réalité plus que déterminer l'armement réglementaire de ces services. En effet, les articles 10 à 15 de l'arrêté en projet précisent les conditions dans lesquelles les membres de ces différents services sont autorisés à détenir, porter ou transporter une arme réglementaire, qu'elle soit individuelle, collective ou particulière; l'article 17 a trait à la formation et à l'entraînement en matière d'emploi de l'armement; l'article 16 concerne le signalement des incidents de tir; les articles 18 à 20 fixent les modalités d'entreposage et de garde de l'armement; l'article 21 crée une commission de l'armement policier et définit ses missions; enfin, l'article 22 autorise, à titre provisoire, le port en service d'une arme personnelle ou d'un revolver non prévu dans l'armement réglementaire.

2. L'arrêté royal en projet ne détermine pas, de manière expresse, son champ d'application ratione personae. Son intitulé vise tant "la police intégrée, structurée à deux niveaux" que les "fonctionnaires de police auprès du Comité P, du Comité R et de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale".

Il ressort néanmoins de son article 2, 1°, que le champ d'application du projet d'arrêté s'étend principalement aux services et aux membres du personnel visés par l'article 1^{er}, 2° à 5°, de l'arrêté royal du 26 juin 2002 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique, c'est-à-dire :

- le cadre opérationnel des services de police;
- les militaires du cadre administratif et logistique des services de police, ainsi que les militaires qui y ont été transférés, qui sont chargés de la surveillance des installations et du matériel de ces services de police;
- les fonctionnaires de police de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale;
- les chefs et les membres des Services d'Enquêtes des Comités permanents de contrôle des services de police et des services de renseignement.

En outre, certaines dispositions de l'arrêté en projet (articles 3, alinéas 3 et 4, 10, alinéa 2, et 24 partim) s'appliquent également à certains membres du personnel du cadre administratif et logistique des services de police, qu'ils soient ou non militaires.

II. Cadre juridique dans lequel s'inscrit l'arrêté royal en projet

1. L'arrêté royal en projet s'inscrit de toute évidence dans le cadre de l'exception prévue par l'article 27, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, qui dispose :

"(Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas) aux agents de l'autorité ou de la force publique qui portent en service ou détiennent, pour le service, une arme faisant partie de leur équipement réglementaire.

Les services de l'autorité ou de la force publique dont font partie ces agents sont déterminés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres".

Cette disposition est identique à celle qui constituait l'article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port d'armes et au commerce des munitions, avant son abrogation par l'article 47 de la loi du 8 juin 2006 précitée. L'article 48, alinéa 1^{er}, de la même loi dispose néanmoins expressément que les arrêtés d'exécution de la loi du 3 janvier 1933 restent en vigueur comme arrêtés d'exécution de la loi du 8 juin 2006 jusqu'à leur remplacement, à condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec cette dernière loi.

2. L'article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, a donné lieu à l'adoption de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité ¹, lequel a été délibéré en Conseil des ministres, comme l'imposent tant l'article 22, alinéa 2, précité, que l'article 27, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 juin 2006, précitée.

L'article 1^{er} de cet arrêté énumère, conformément à l'habilitation expressément conférée au Roi en la matière par la législation sur les armes, les différents services de l'autorité ou de la force publique auxquels la législation sur les armes ne trouve pas à s'appliquer. Sont, notamment, énumérés dans cet article certains des services visés dans l'arrêté royal en projet présentement examiné.

L'article 2, alinéa 1^{er}, de cet arrêté dispose toutefois que

" L'article 1^{er} s'applique uniquement aux services dont l'autorité compétente aura préalablement déterminé les armes et les munitions faisant partie de l'équipement réglementaire et arrêté les dispositions particulières relatives à l'acquisition, à la détention, à la garde, au port, à l'utilisation et à la cession des armes et munitions".

(1) L'article 4 de cet arrêté a par ailleurs abrogé, sous réserve de certaines de leurs dispositions maintenues à titre transitoire, l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique (I) et l'arrêté royal du 11 septembre 1991 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité et de la force publique (II), arrêtés qui pouvaient également tous deux leur fondement légal dans l'article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, précitée.

L'article 2, alinéa 3, de cet arrêté précise ensuite quelle est, au regard de l'alinéa 1^{er}, l'autorité compétente pour chacun des services concernés. En ce qui concerne le cadre opérationnel des services de police, les militaires du cadre administratif et logistique des services de police, ainsi que les militaires qui y ont été transférés, qui sont chargés de la surveillance des installations et du matériel de ces services de police, les fonctionnaires de police de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, de même que les chefs et les membres des Services d'Enquêtes des Comités permanents de contrôle des services de police et des services de renseignement, l'autorité compétente est " le Ministre qui a ce service dans ses attributions, sur avis conforme du Ministre de la Justice".

Par application de la mesure transitoire prévue par l'article 48, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juin 2006, précitée, cet arrêté royal est toujours en vigueur, du fait qu'il n'est pas en contradiction avec cette dernière loi ².

3. C'est également en application de la mesure transitoire prévue par l'article 48, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juin 2006, précitée, que sont toujours en vigueur divers arrêtés royaux et ministériels qui déterminent l'armement de certains des

(2) Il convient d'observer qu'une modification de l'article 1^{er} de cet arrêté royal du 26 juin 2002 est envisagée par l'article 16 d'un projet d'arrêté royal "exécutant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes", qui a fait l'objet de l'avis de la section de législation 41.204/2/V, donné le 6 septembre 2006. La modification envisagée consiste à remplacer dans cet article 1^{er}, la référence à l'article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, précitée, par une référence à l'article 27, §1^{er}, de la loi du 8 juin 2006, précitée. L'intention est donc bien de conserver cet arrêté royal du 26 juin 2002 dans le cadre de la nouvelle législation en vigueur.

services visés par le présent projet d'arrêté et dont l'abrogation est par ailleurs prévue par l'article 23 dudit projet, à savoir ³ :

- l'arrêté royal du 10 avril 1995 réglant l'armement de la police communale;
- l'arrêté ministériel du 25 novembre 1994 déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire de la gendarmerie et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1996 déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire de certains militaires du corps administratif et logistique de la gendarmerie et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes;
- l'arrêté ministériel du 14 juillet 2000 déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire de la police judiciaire près les parquets et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes.

4. Compte tenu du cadre juridique qui vient d'être rappelé, les membres d'un service de l'autorité ou de la force publique ne peuvent échapper à l'application de la législation sur les armes que moyennant la réunion des conditions suivantes :

- ce service doit tout d'abord être expressément exclu du champ d'application de la législation sur les armes par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. À défaut pour un tel service d'être déjà visé dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 juin 2002,

⁽³⁾ Il est à noter que ces divers arrêtés ont été adoptés alors qu'était toujours en vigueur l'arrêté royal du 12 août 1991 (I), précité.

L'alinéa 2 de l'article 2 de cet arrêté disposait également que les services concernés ne tombaient hors du champ d'application de la législation sur les armes qu'après que l'autorité compétente pour chacun de ces services ait préalablement déterminé les armes faisant partie de l'équipement réglementaire et arrêté les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes. Par contre, contrairement à l'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, l'alinéa 2 de ce même article 2 ne procédait de manière expresse à la désignation de l'autorité compétente en la matière que pour un certain nombre de services, parmi lesquelles ne figuraient, notamment, pas la gendarmerie et les corps de police communale. Il convenait donc, pour ces deux corps, de se référer directement aux dispositions légales les concernant, à savoir l'article 226 de la nouvelle loi communale, pour ce qui concernait les corps de police communale, et l'article 2 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

précité, il convient donc soit de modifier ledit arrêté, soit d'adopter un nouvel arrêté royal délibéré en Conseil des ministres;

- en application de l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, le service concerné ne peut bénéficier de cette exemption qu'après que l'autorité compétente ait préalablement déterminé l'armement des membres de ce service, de même que les modalités particulières qui sont applicables à ces membres en matière d'acquisition, de détention, de garde, de port, d'utilisation et de cession des armes et des munitions.

Afin de déterminer l'autorité compétente de même que la procédure à suivre en la matière, il convient de se référer soit à l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, soit aux dispositions législatives spécifiques qui régissent l'organisation du service considéré;

- le maintien de dispositions antérieures à l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 2006, précitée, ne peut être envisagé que si ces dispositions ne sont pas en contradiction avec cette loi, conformément à l'article 48, alinéa 1^{er}, de cette même loi.

III. Examen du projet d'arrêté royal au regard du cadre juridique rappelé au point II.

1. Ainsi qu'observé au point I.2., l'arrêté royal en projet vise, dans son champ d'application *ratione personae*, divers services de l'autorité ou de la force publique. Il convient donc, à la lumière des différentes dispositions légales invoquées dans le préambule de l'arrêté en projet, de vérifier si les exigences rappelées au point II.4. sont bien remplies pour chacun de ces services.

Une difficulté apparaît cependant déjà, du fait qu'il est difficile de regrouper dans un texte de même nature des dispositions destinées à s'appliquer de manière uniforme à l'ensemble des services ainsi visés, alors même que l'autorité compétente en la matière, de même que, le cas échéant, les formalités à accomplir pour arrêter lesdites dispositions peuvent différer selon le service concerné.

2.1. Compte tenu de ce qui précède, les diverses dispositions légales invoquées dans le préambule de l'arrêté en projet appellent les observations qui suivent.

2.2. La loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, dont aucune disposition précise n'est par ailleurs visée au préambule, ne procure aucun fondement légal à l'arrêté royal en projet.

Le premier référant du préambule doit, en conséquence, être omis.

2.3. Dès lors que l'arrêté en projet ⁴ n'a pas pour but de déterminer de manière expresse des services de l'autorité ou de la force publique qui seraient, pour l'avenir, exclu du champ d'application de la loi du 8 juin 2006, précitée, l'article 27 de cette loi ne constitue pas non plus un fondement légal de l'arrêté royal en projet.

Le troisième référant du préambule doit donc également être omis.

2.4. Les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, ne constituent pas non plus le fondement juridique de l'arrêté en projet et ne sont pas modifiés par celui-ci (sous réserve de ce qui est exposé ci-après). L'article 1^{er} ne pourrait en toute hypothèse être modifié que par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, comme le requiert l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 8 juin 2006, précitée.

L'alinéa 4 du préambule doit également être omis.

⁽⁴⁾ qui n'a d'ailleurs pas été délibéré en Conseil des ministres comme le requiert l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 8 juin 2006, précitée.

2.5.1. Au titre de dernier fondement légal invoqué pour l'arrêté royal en projet, le deuxième référant du préambule vise l'article 141, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, à deux niveaux.

En vertu de cette disposition, qui s'inspire très largement de l'ancien article 226 de la nouvelle loi communale ⁵,

"(Le Roi) arrête (également) les normes en matière d'équipement et l'armement des services police en vue de garantir la compatibilité et la coopération entre les services de police et, si nécessaire, l'opérationnalité d'une intervention commune".

Or, l'article 2, 1°, de cette même loi du 7 décembre 1998 précise ce qu'il convient d'entendre par "services de police", à savoir : la police fédérale et les corps de police locale. Il s'agit dès lors des services visés par les titres II (articles 9 à 91 - police locale) et III (articles 92 à 115*bis* - police fédérale) de la loi du 7 décembre 1998, précitée.

2.5.2. Il en résulte que l'article 141, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, ne peut pas servir de fondement légal à l'arrêté en projet pour l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

En revanche, en application de l'article 149 de la loi du 7 décembre 1998, précitée ⁶, il incombe au Roi d'arrêter les modalités de fonctionnement de l'Inspection générale. Il convient donc de viser cette disposition dans le préambule de l'arrêté en projet.

⁽⁵⁾ L'article 226 de la nouvelle loi communale, abrogé par l'article 207 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, prévoyait en effet déjà que le Roi règle les normes d'équipement et d'armement de la police communale. C'est cette disposition qui a servi de fondement légal, pour l'armement de la police communale, à l'arrêté royal du 10 avril 1995, précité, dont l'abrogation est par ailleurs prévue par l'article 23, 1°, du projet.

⁽⁶⁾ Pour ce qui concerne les règles essentielles applicables à l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, il convient de se référer au titre V (articles 143 à 149*ter*) de la loi du 7 décembre 1998, précitée.

2.5.3. Ni l'article 141, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, ni aucune autre disposition de cette même loi ne peut non plus servir de fondement légal à l'arrêté en projet, pour ce qui concerne les membres des services d'enquêtes des Comités permanent de contrôle des services de police (Service d'enquêtes P) et des services de renseignement et de sécurité (Service d'enquêtes R), créés par la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et des renseignements.

À défaut dès lors pour l'auteur du projet d'arrêté de pouvoir invoquer un autre fondement légal qui habilite le Roi à déterminer les règles relatives à l'armement des membres de ce service, il convient d'omettre ce service du champ d'application de l'arrêté en projet.

2.5.4. Dès lors que les membres du cadre administratif et logistique font partie intégrante des services de police au sens de la loi du 7 décembre 1998, précitée ⁷, l'article 141, alinéa 2, de cette loi peut constituer le fondement légal de l'arrêté royal en projet pour les membres de ce cadre.

Toutefois, étant donné que l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, ne vise que

"(...) les militaires du cadre administratif et logistique des services de police, ainsi que les militaires qui y ont été transférés, qui sont chargés de la surveillance des installations et du matériel des services de police",

cet article doit être modifié afin d'exclure du champ d'application de la loi du 8 juin 2006, précitée, l'ensemble des membres du cadre administratif et logistique des divers services de police.

⁽⁷⁾ Voir, à cet égard, les articles 116, 118, 119 et 121 de la même loi du 7 décembre 1998.

L'article 24 du projet d'arrêté dispose à cet égard, que les articles 3, alinéas 3⁸ et 4, 10, alinéa 2, de l'arrêté royal, en projet, n'entreront en vigueur qu'à une date ultérieure à fixer également par le Roi.

Il conviendrait cependant de n'adopter de telles dispositions qu'après avoir modifié l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité.

2.5.5. Si l'intention de l'auteur du projet est de faire entrer dans le champ d'application de l'arrêté en projet des membres de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale qui ne seraient pas des fonctionnaires de police, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, doit être modifié afin de viser également cette catégorie.

2.5.6. Dès lors que l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, doit nécessairement être modifié dans le sens indiqué aux points 2.5.4.⁹ et 2.5.5., et que cet arrêté devra donc faire l'objet d'une délibération du Conseil des ministres¹⁰, l'occasion devrait être saisie par l'auteur du projet afin de proposer simultanément une modification de l'article 2, alinéa 3, du même arrêté, de manière à mettre fin à l'insécurité juridique qui existe en la matière.

En effet, comme il vient d'être précisé, les articles 141, alinéa 2, et 149, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, habilitent directement le Roi à fixer, par arrêté royal non délibéré en Conseil des ministres, les normes en matière d'armement pour les membres tant des services de police, en ce compris les membres qui appartiennent au cadre administratif et logistique, que de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale, l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, attribue, à tort, cette compétence au Ministre de l'Intérieur, sur avis conforme du Ministre de la Justice. Il s'indique donc, préalablement à l'adoption de l'arrêté royal en projet, de lever

⁽⁸⁾ Cet alinéa précise qu'il ne concerne que les "membres du cadre administratif et logistique visés à l'article 138, § 1^{er}, 3^o, de la loi". Le Conseil d'État n'aperçoit cependant pas à quelle loi il est ainsi renvoyé.

⁽⁹⁾ Cette modification de l'arrêté royal du 26 juin 2002 est par ailleurs annoncée dans la demande d'avis adressée au Conseil d'État.

⁽¹⁰⁾ En application de l'article 27, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 8 juin 2006, précitée.

cette contradiction relevée entre la loi du 7 décembre 1998, précitée, et l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, tant en ce qui concerne l'autorité compétente en la matière que la procédure à suivre par celle-ci pour adopter les dispositions réglementaires pertinentes ¹¹.

2.6. Le préambule se réfère à l'avis conforme du Ministre de la Justice, donné le 13 avril 2005.

Or, pour les raisons indiquées ci-dessus, cette formalité n'est pas requise dès lors que l'autorité compétente est le Roi, et non un Ministre en application de l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité. Il ne doit en conséquence pas être renvoyé à l'avis "conforme" du Ministre de la Justice dans le préambule de l'arrêté royal en projet ¹². La référence à l'avis de ce Ministre suffit, en exécution des dispositions applicables en la matière ¹³.

(11) Pour rappel, alors que l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, a été adopté après délibération en Conseil des ministres et que l'arrêté ministériel d'exécution ne peut être pris par le Ministre de l'intérieur que sur avis conforme du Ministre de la Justice, l'arrêté royal à prendre en exécution de l'article 141, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, ne doit pas être délibéré en Conseil des ministres et ne doit par ailleurs recueillir que le simple avis du Ministre de la Justice, en application de l'article 98 de la loi du 7 décembre 1998, précitée, et de l'article 2.3., 4°, du protocole conclu entre le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice le 29 décembre 2000 et relatif à la gestion concertée de la police fédérale par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice (Moniteur belge du 10 février 2001, 2^e Éd.).

(12) En écho à la difficulté de rédaction d'un seul texte applicable à l'ensemble des services visés, le Conseil d'État observe que, tout en ayant suivi la procédure de l'avis conforme instituée par cette dernière disposition, l'arrêté en projet fait toutefois abstraction de l'habilitation accordée au Ministre de l'Intérieur par l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, pour tous les agents visés à l'article 1^{er}, 2° à 5°, de cet arrêté royal.

(13) Voir les références citées en note 11.

À titre subsidiaire, il convient d'observer que cet avis fait expressément mention d'un désaccord du Ministre de la Justice au sujet des dispositions contenues dans les articles 9 et 21 ¹⁴ de l'avant-projet d'arrêté qui lui a été soumis. Le dossier annexé à la demande d'avis ne permet pas de déterminer dans quelle mesure le projet a ou non été adapté à cette réserve du Ministre de la Justice. Le Conseil d'État n'a cependant pas examiné la question, étant donné qu'il n'est pas saisi d'un projet d'arrêté ministériel pour lequel l'avis doit être conforme.

3. En conclusion, l'auteur du projet d'arrêté royal est invité, à la lumière des observations qui précèdent :

- à procéder, avant même d'adopter l'arrêté présentement examiné ou simultanément à son adoption, à la modification, par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité, afin, notamment, d'éviter toute contradiction entre les diverses dispositions applicables en la matière;
- à vérifier s'il existe bien pour chacun des services visés, un fondement légal suffisant permettant au Roi d'adopter pour ce service les dispositions en projet;
- à examiner s'il ne convient pas de régler la situation des membres des services d'enquêtes P et R par le biais d'un arrêté ministériel pris en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 26 juin 2002, précité ¹⁵, ou si l'intention est bien que cette compétence soit expressément réservée au Roi, de prévoir une habilitation expresse en ce sens dans la loi du 18 juillet 1991, précitée.

(14) Devenu l'article 22 du projet, du fait qu'il y est question du "port en service d'une arme personnelle" ou d'"un revolver" non prévu dans l'armement réglementaire ?

(15) Voir, à titre d'exemple, le projet d'arrêté ministériel du Ministre de la Justice "déterminant les armes et les munitions faisant partie de l'équipement réglementaire des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes", au sujet duquel la section de législation a donné, le 18 septembre 2006, l'avis 41.229/2.

4. Compte tenu de ce qui précède, la section de législation n'a pas examiné plus avant les dispositions du projet d'arrêté.

Le Conseil d'État attire toutefois d'ores et déjà l'attention de l'auteur du projet sur les points suivants.

4.1. Dans la mesure où les articles 141, alinéa 2, et 149, alinéa 2, de la loi du 7 décembre 1998, précitée, confèrent expressément au Roi la compétence d'arrêter les normes en matière d'armement des membres des services de police et de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale (et de l'Inspection générale), une délégation de ce pouvoir au Ministre de l'Intérieur ne peut être envisagée que si elle porte sur de simples questions de détail.

Tel n'est pas le cas des délégations de pouvoir prévues aux articles 6, 9, alinéa 5, et 17, en projet ¹⁶.

4.2. En vertu des articles 6 et 7 de la loi du 8 juin 2006, précitée, les personnes physiques et les personnes morales de droit privé qui souhaitent tenir une collection de plus de dix armes à feu doivent être agréées par le gouverneur.

Les services de police ne doivent donc pas obtenir un agrément, car ils ne sont pas des personnes morales de droit privé. Il en est de même pour les écoles de police instituées par le Gouvernement en application de l'article 142*bis* de la loi du 7 décembre 1998, précitée. Seules les écoles de police agréées en application de la même disposition et qui sont des personnes morales de droit privé sont soumises aux articles 6 et 7 de la loi du 8 juin 2006, précitée.

Dans cette dernière hypothèse, il ne suffit pas de prévoir, comme le fait l'article 20 du projet d'arrêté royal, que ces écoles de police, auxquelles a été délivré un agrément en application des articles 6, 7 et 33 de la loi du 8 juin 2006, précitée, doivent prendre "toutes les mesures nécessaires à la sécurité" des armes détenues à des fins didactiques. Il convient au contraire d'adopter un arrêté royal distinct pour fixer les conditions sur "le plan du contenu auxquelles est soumise la collection" et "sur les

⁽¹⁶⁾ Voir, dans le même sens, l'avis 39.157/2, donné le 19 octobre 2005, sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté royal du 10 juin 2006 relatif à l'uniforme de la police intégrée, structurée à deux niveaux.

précautions spéciales à prendre", au sens de l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 8 juin 2006, précitée ¹⁷.

Par conséquent, l'article 20, en projet, doit être omis.

⁽¹⁷⁾ Pour rappel, un projet d'arrêté royal "exécutant la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes" a fait l'objet de l'avis 41.204/2/V, précité.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	Ph. HANSE,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.666/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 november 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, alsook de bewapening van de politieambtenaren bij het Comité P, het Comité I en de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie", heeft op 11 december 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. Strekking van het ontworpen koninklijk besluit

1. Hoewel in het opschrift van het ontworpen besluit sprake is van de "bewapening" van een aantal politiediensten of gelijkgestelde diensten, behelst het besluit in werkelijkheid meer dan de bepaling van de voorgeschreven bewapening van deze diensten. In de artikelen 10 tot 15 van het ontworpen besluit wordt immers gepreciseerd onder welke voorwaarden de leden van deze verschillende diensten een onderdeel van de voorgeschreven bewapening mogen voorhanden hebben, dragen of vervoeren, ongeacht of het om individuele, collectieve of bijzondere bewapening gaat; artikel 17 heeft betrekking op de opleiding en de training betreffende het gebruik van de bewapening; artikel 16 betreft de melding van schietincidenten; de artikelen 18 tot 20 stellen de nadere regels vast voor het opslaan en bewaren van de bewapening; artikel 21 richt een commissie politiebewapening op en bepaalt de taken ervan; artikel 22, ten slotte, bepaalt dat het tijdelijk toegestaan is tijdens de dienst een persoonlijk wapen of een revolver waarin bij de voorgeschreven bewapening niet is voorzien, te dragen.

2. Het ontworpen koninklijk besluit bepaalt niet uitdrukkelijk het toepassingsgebied *ratione personae* ervan. Het opschrift ervan heeft zowel op "de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus" als op de "politieambtenaren bij het Comité P, het Comité I en de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie" betrekking.

.../...

Uit artikel 2, 1°, blijkt evenwel dat het toepassingsgebied van het ontwerp van besluit zich hoofdzakelijk uitstrekt tot de diensten en de personeelsleden die worden genoemd in artikel 1, 2° tot 5°, van het koninklijk besluit van 26 juni 2002 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht, namelijk :

- het operationeel kader van de politiediensten;
- de militairen van het administratief en logistiek kader van de politiediensten alsook de militairen die daarnaar zijn overgegaan, die belast zijn met het toezicht op de installaties en het materiaal van de politiediensten;
- de politieambtenaren van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie;
- de hoofden en de leden van de Diensten Enquêtes van de Vaste Comités van toezicht op de politiediensten en op de inlichtingendiensten.

Bovendien zijn sommige bepalingen van het ontworpen besluit (artikelen 3, derde lid, en 4, 10, tweede lid, en 24 *partim*) eveneens van toepassing op bepaalde leden van het administratief en logistiek personeel van de politiediensten, ongeacht of het al dan niet militairen zijn.

II. Juridisch kader van het ontworpen koninklijk besluit

1. Het ontworpen besluit houdt kennelijk verband met de uitzondering bepaald in artikel 27, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van de economische en individuele activiteiten met wapens, waarin het volgende wordt bepaald :

"(De bepalingen van deze wet) zijn evenmin van toepassing op de ambtenaren van het openbaar gezag of van de openbare macht, die een wapen dat tot hun voorgeschreven uitrusting behoort, in dienst dragen of voor de dienst voorhanden hebben.

De diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht waartoe deze ambtenaren behoren worden aangeduid door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit".

Deze bepaling is dezelfde als die welke artikel 22, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapenen en op den handel in munitie vormde, voordat ze werd opgeheven bij artikel 47 van de voornoemde wet van 8 juni 2006. Artikel 48, eerste lid, van dezelfde wet bepaalt evenwel uitdrukkelijk dat de uitvoeringsbesluiten van de wet van 3 januari 1933 geldig blijven als uitvoeringsbesluiten van de wet van 8 juni 2006 tot ze vervangen worden en mits ze niet met de laatstgenoemde wet in strijd zijn.

2. Artikel 22, tweede lid, van de voormelde wet van 3 januari 1933 heeft aanleiding gegeven tot de vaststelling van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 ¹, waarover in de Ministerraad overleg heeft plaatsgehad, wat zowel door het genoemde artikel 22, tweede lid, als door artikel 27, § 1, tweede en derde lid, van de eerder genoemde wet van 8 juni 2006 opgelegd wordt.

Artikel 1 van dit besluit somt, overeenkomstig de machtiging die ter zake uitdrukkelijk aan de Koning is verleend door de wetgeving op de bewapening, de verschillende diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht op waarop de wetgeving op de bewapening geen toepassing vindt. In dat artikel worden inzonderheid sommige van de diensten opgesomd die worden genoemd in het heden onderzochte ontworpen besluit.

Artikel 2, eerste lid, van dat besluit bepaalt evenwel het volgende :

"Artikel 1 is uitsluitend van toepassing op de diensten waarvoor de bevoegde overheid vooraf de wapens en de munitie heeft bepaald die behoren tot de reglementaire uitrusting, alsook de bepalingen heeft vastgelegd betreffende het verwerven, het voorhanden hebben, het bewaren, het dragen, het gebruiken en het vervreemden van die wapens en munitie."

(1) Bij artikel 4 van dit besluit zijn bovendien, onder voorbehoud van sommige bepalingen ervan die voorlopig gehandhaafd worden, het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht (I) en het koninklijk besluit van 11 september 1991 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht (II) opgeheven, welke besluiten eveneens hun rechtsgrond ontleenen aan artikel 22, tweede lid, van de genoemde wet van 3 januari 1933.

Artikel 2, derde lid, van dat besluit preciseert vervolgens welke overheid, gelet op het eerste lid, voor elk van de betrokken diensten bevoegd is. De bevoegde overheid is "de Minister die deze dienst onder zijn bevoegdheid heeft, op gelijkkluidend advies van de Minister van Justitie", voor "het operationeel kader van de politiediensten, voor de militairen van het administratief en logistiek kader van de politiediensten alsook de militairen die daarnaar zijn overgegaan, die belast zijn met het toezicht op de installaties en het materiaal van de politiediensten, voor de politieambtenaren van de Algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, voor de hoofden en de leden van de Diensten Enquêtes van de Vaste Comités van toezicht op de politiediensten en op de inlichtingendiensten".

Met toepassing van de overgangsbepaling van artikel 48, eerste lid, van de voormelde wet van 8 juni 2006, is dit koninklijk besluit nog altijd van kracht, aangezien het met de laatstgenoemde wet niet in strijd is ².

⁽²⁾ Er dient op te worden gewezen dat een wijziging van artikel 1 van dit koninklijk besluit van 26 juni 2002 wordt beoogd bij artikel 16 van een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens" waarover de afdeling wetgeving op 6 september 2006 advies 41.204/2/V heeft uitgebracht. De beoogde wijziging bestaat in de vervanging in dat artikel 1 van de verwijzing naar artikel 22, tweede lid, van de voornoemde wet van 3 januari 1933, door een verwijzing naar artikel 27, § 1, van de voormelde wet van 8 juni 2006. De bedoeling is dus wel degelijk om dit koninklijk besluit van 26 juni 2002 te handhaven in het kader van de nieuwe van kracht zijnde wetgeving.

3. Het is eveneens met toepassing van de overgangsmaatregel waarin artikel 48, eerste lid, van de eerder genoemde wet van 8 juni 2006 voorziet, dat verschillende koninklijke en ministeriële besluiten die de bewapening bepalen van sommige van de diensten bedoeld in het onderhavige ontwerp van besluit en waarvan artikel 23 van het genoemde ontwerp trouwens voorziet in de opheffing, nog altijd van kracht zijn, namelijk ³ :

- het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot regeling van de bewapening van de gemeentepolitie;
- het ministerieel besluit van 25 november 1994 tot bepaling van de wapens die tot de voorgeschreven uitrusting van de rijkswacht behoren en tot vastlegging van de bijzondere regels betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens;
- het ministerieel besluit van 2 februari 1996 tot bepaling van de wapens die tot de voorgeschreven uitrusting van bepaalde militairen van het administratief en logistiek korps van de rijkswacht behoren en tot vastlegging van de bijzondere regels betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens;
- het ministerieel besluit van 14 juli 2000 tot bepaling van de wapens die tot de voorgeschreven uitrusting van de gerechtelijke politie bij de parketten behoren en tot vastlegging van de bijzondere regels betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens.

⁽³⁾ Er dient op te worden gewezen dat deze verschillende besluiten uitgevaardigd zijn terwijl het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1991 (I) nog altijd van kracht was.

Het tweede lid van artikel 2 van dat besluit bepaalde eveneens dat de betrokken diensten slechts buiten het toepassingsgebied van de wetgeving op de bewapening vielen nadat de overheid die voor elk van deze diensten bevoegd was vooraf de wapens had bepaald die behoren tot de reglementaire uitrusting, alsook de bepalingen had vastgelegd betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens. In tegenstelling tot het tweede lid van artikel 2 van het voormelde koninklijk besluit van 26 juni 2002, daarentegen, voorzag het tweede lid van ditzelfde artikel 2 slechts voor een bepaald aantal diensten, waarbij inzonderheid niet de rijkswacht en de gemeentelijke politiekorpsen behoorden, uitdrukkelijk in de aanwijzing van de bevoegde overheid ter zake. Voor deze twee korpsen moest dus rechtstreeks worden verwezen naar de wetsbepalingen die er betrekking op hadden, namelijk artikel 226 van de nieuwe gemeentewet, wat de gemeentelijke politiekorpsen betreft, en artikel 2 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht.

.../...

4. Gelet op het juridisch kader dat zonet in herinnering is gebracht, kunnen de leden van een dienst van het openbaar gezag of van de openbare macht alleen aan de toepassing van de wapenwetgeving ontkomen als aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- die dienst moet in de eerste plaats uitdrukkelijk van de werkingssfeer van de wapenwetgeving zijn uitgesloten bij een koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Als zo een dienst niet reeds vermeld is in artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 26 juni 2002, is het dan ook nodig om ofwel het voornoemde besluit te wijzigen ofwel na overleg in de Ministerraad een nieuw koninklijk besluit uit te vaardigen;
- krachtens artikel 2, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit van 26 juni 2002 kan de dienst in kwestie voor die vrijstelling alleen in aanmerking komen als de bevoegde overheid vooraf de bewapening van de leden van die dienst heeft bepaald, alsook de bijzondere nadere regels die voor die personeelsleden gelden wat betreft het verwerven, het voorhanden hebben, het bewaren, het dragen, het gebruiken en het vervreemden van wapens en munitie.

Voor het bepalen van de bevoegde overheid en van de ter zake te volgen procedure, dient te worden gesteund op artikel 2, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002, ofwel op de specifieke wetsbepalingen waarbij de organisatie van de dienst in kwestie geregeld is;

- de handhaving van bepalingen die dateren van voor de inwerkingtreding van de voormelde wet van 8 juni 2006 kan alleen worden overwogen als die bepalingen niet in strijd zijn met die wet, overeenkomstig artikel 48, eerste lid, van diezelfde wet.

III. Onderzoek van het ontwerp van koninklijk besluit in het licht van het juridisch kader waaraan in punt II is herinnerd

1. Zoals in punt I.2. is opgemerkt, strekt het toepassingsgebied ratione personae van het ontworpen koninklijk besluit zich uit tot verscheidene diensten van het openbaar gezag of de openbare macht. In het licht van de onderscheiden wetsbepalingen waarnaar in de aanhef van het ontworpen besluit wordt verwezen, dient dan ook te worden nagegaan of aan de vereisten waaraan in punt II.4. is herinnerd wel is voldaan voor elk van die diensten.

Hier rijst evenwel reeds een moeilijkheid doordat het moeilijk is om in een regeling van dezelfde aard bepalingen op te nemen die bedoeld zijn om op uniforme wijze te gelden voor alle diensten waarnaar aldus wordt verwezen, terwijl de ter zake bevoegde overheid alsook, in voorkomend geval, de vormvereisten die vervuld moeten worden om de voornoemde bepalingen te kunnen vaststellen kunnen verschillen naargelang van de dienst in kwestie.

2.1. Gelet op hetgeen voorafgaat, geven de onderscheiden wetsbepalingen die in de aanhef van het ontworpen besluit worden vermeld, aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2.2. De wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, waarvan geen enkele precieze bepaling overigens in de aanhef wordt vermeld, verleent geen enkele rechtsgrond aan het ontworpen koninklijk besluit.

De eerste verwijzing van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

2.3. Doordat het ontworpen besluit ⁴ niet tot doel heeft op uitdrukkelijke wijze te bepalen welke diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht voortaan uitgesloten zouden worden van de werkingssfeer van de voornoemde wet van 8 juni 2006, vormt artikel 27 van die wet evenmin een rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit.

De derde verwijzing van de aanhef behoort dus eveneens te vervallen.

2.4. De artikelen 1 en 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 vormen evenmin de rechtsgrond van het ontworpen besluit, terwijl ze niet gewijzigd worden bij het ontwerp (onder voorbehoud van hetgeen hierna uiteengezet wordt). Artikel 1 zou hoe dan ook alleen gewijzigd kunnen worden bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, zoals vereist is krachtens artikel 27, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 8 juni 2006.

⁽⁴⁾ waarover overigens geen overleg in de Ministerraad heeft plaatsgehad hoewel zulks vereist is krachtens artikel 27, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 8 juni 2006.

Het vierde lid van de aanhef behoort eveneens te vervallen.

2.5.1. Als laatste rechtsgrond die voor het ontworpen koninklijk besluit wordt aangevoerd, wordt in de tweede aanhefverwijzing artikel 141, tweede lid, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, opgegeven.

Krachtens deze bepaling, die zeer sterk steunt op het oude artikel 226 van de nieuwe gemeentewet ⁵,

"bepaalt (de Koning) eveneens de normen inzake de uitrusting en de bewapening van de politiediensten, teneinde de compatibiliteit en de samenwerking tussen de politiediensten en, indien nodig, de operationaliteit van een gezamenlijk optreden te waarborgen".

In artikel 2, 1°, van dezelfde wet van 7 december 1998 wordt evenwel bepaald wat onder "politiediensten" moet worden verstaan, namelijk : de federale politie en de korpsen van de lokale politie. Het betreft hier dus de diensten waarvan sprake is in titel II (artikelen 9 tot 91 - de lokale politie) en titel III (artikelen 92 tot 115bis - de federale politie) van de voornoemde wet van 7 december 1998.

2.5.2. Daaruit volgt dat artikel 141, tweede lid, van de voormelde wet van 7 december 1998 geen rechtsgrond kan opleveren voor het ontworpen besluit wat de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie betreft.

⁽⁵⁾ In artikel 226 van de nieuwe gemeentewet, welke bepaling opgeheven is bij artikel 207 van de voormelde wet van 7 december 1998, werd immers reeds bepaald dat de Koning de uitrustings- en bewapeningsnormen van de gemeentepolitie regelt. Die bepaling heeft, voor de bewapening van de gemeentepolitie, de rechtsgrond opgeleverd voor het voornoemde koninklijk besluit van 10 april 1995, in verband waarmee in artikel 23, 1°, van het ontwerp overigens wordt bepaald dat het wordt opgeheven.

Krachtens artikel 149 van de voormelde wet van 7 december 1998 ⁶ staat het daarentegen aan de Koning om de nadere regels voor de werking van de Algemene Inspectie vast te stellen. In de aanhef van het ontworpen besluit behoort dan ook naar die bepaling te worden verwezen.

2.5.3. Noch artikel 141, tweede lid, van de voormelde wet van 7 december 1998, noch enige andere bepaling van diezelfde wet kan een rechtsgrond opleveren voor het ontworpen besluit, wat betreft de leden van de diensten Enquêtes van het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten (dienst Enquêtes P) en van het Vast Comité van Toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (dienst Enquêtes I), opgericht bij de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten.

Doordat de steller van het ontwerp van besluit geen andere rechtsgrond kan aanvoeren op basis waarvan de Koning bevoegd zou zijn om de regels betreffende de bewapening van de leden van die dienst vast te stellen, behoort die dienst uitgesloten te worden van de werkingssfeer van het ontworpen besluit.

2.5.4. Aangezien de leden van het administratief en logistiek kader integraal deel uitmaken van de politiediensten in de zin van de voornoemde wet van 7 december 1998 ⁷, kan artikel 141, tweede lid, van die wet voor de leden van dat kader de rechtsgrond van het ontworpen koninklijk besluit vormen.

Aangezien in artikel 1, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 26 juni 2002 alleen sprake is van

"de militairen van het administratief en logistiek kader van de politiediensten alsook de militairen die daarnaar zijn overgegaan, die belast zijn met het toezicht op de installaties en het materiaal van de politiediensten",

⁽⁶⁾ Wat de essentiële regels betreft die van toepassing zijn op de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie, dient men te steunen op titel V (artikelen 143 tot 149^{ter}) van de voornoemde wet van 7 december 1998.

⁽⁷⁾ Zie, in dit verband, de artikelen 116, 118, 119 en 121 van dezelfde wet van 7 december 1998.

dient dat artikel evenwel te worden gewijzigd teneinde alle leden van het administratief en logistiek kader van de onderscheiden politiediensten uit de werkingssfeer van de voornoemde wet van 8 juni 2006 te weren.

In artikel 24 van het ontwerpbesluit wordt in dat verband gesteld dat artikel 3, derde ⁸ en vierde lid, en artikel 10, tweede lid, van het ontworpen koninklijk besluit pas in werking treden op een latere datum die eveneens door de Koning wordt bepaald.

Het is evenwel beter om zulke bepalingen pas uit te vaardigen nadat artikel 1 van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 gewijzigd is.

2.5.5. Indien de steller van het ontwerp de bedoeling heeft om leden van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie die geen politieambtenaren zijn, mee op te nemen in de werkingssfeer van het ontworpen besluit, dient artikel 1 van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 gewijzigd te worden teneinde daarin ook naar deze categorie te verwijzen.

2.5.6. Aangezien het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 noodgedwongen moet worden gewijzigd, als aangegeven in de punten 2.5.4. ⁹ en 2.5.5., en daar over dat besluit dus overleg moet worden gepleegd in de Ministerraad ¹⁰, zou de steller van het ontwerp de gelegenheid te baat moeten nemen om tegelijkertijd een wijziging voor te stellen van artikel 2, derde lid, van hetzelfde besluit, zodat een einde kan worden gemaakt aan de rechtsonzekerheid die terzake heerst.

(8) In dat lid wordt gesteld dat het enkel betrekking heeft op de "leden van het administratief en logistiek kader bedoeld in artikel 138, § 1, 3°, van de wet". Het is de Raad van State evenwel niet duidelijk naar welke wet aldus verwezen wordt.

(9) Die wijziging van het koninklijk besluit van 26 juni 2002 wordt overigens aangekondigd in de brief met de adviesaanvraag die aan de Raad van State is gericht.

(10) Overeenkomstig artikel 27, § 1, derde lid, van de voornoemde wet van 8 juni 2006.

Zoals hiervoor is gesteld, wordt met de artikelen 141, tweede lid, en 149, tweede lid, van de voornoemde wet van 7 december 1998 de Koning immers rechtstreeks gemachtigd om bij een niet in ministerraad overlegd koninklijk besluit, de regels vast te leggen inzake bewapening van de leden van zowel de politiediensten, met inbegrip van de leden die deel uitmaken van het administratief en logistiek kader, als van de Algemene Inspectie van de federale politie en de lokale politie, terwijl artikel 2, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002, die bevoegdheid ten onrechte toekent aan de Minister van Binnenlandse Zaken, na eensluidend advies van de Minister van Justitie. Het is dus raadzaam dat, nog voor het ontworpen koninklijk besluit aangenomen wordt, die tegenstelling tussen de voornoemde wet van 7 december 1998 en het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002, wordt opgeheven, zowel op het vlak van de overheid die terzake bevoegd is, als op het vlak van de procedure die deze overheid dient te volgen om de relevante verordeningsbepalingen aan te nemen ¹¹.

2.6. In de aanhef wordt verwezen naar het eensluidend advies van de Minister van Justitie, gegeven op 13 april 2005.

Wegens de hierboven vermelde redenen is dit vormvereiste echter niet vereist, aangezien overeenkomstig artikel 2, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 de Koning de bevoegde overheid is en niet een minister. In de aanhef van het ontworpen koninklijk besluit dient bijgevolg niet verwezen te worden naar

(11) Ter herinnering dient erop gewezen te worden dat terwijl het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 goedgekeurd is na overleg in de Ministerraad en het ministerieel uitvoeringsbesluit door de Minister van Binnenlandse Zaken enkel uitgevaardigd mag worden na eensluidend advies van de Minister van Justitie, met betrekking tot het koninklijk besluit dat uitgevaardigd moet worden ter uitvoering van artikel 141, tweede lid, van de wet van 7 december 1998, geen overleg gepleegd dient te worden in de Ministerraad en bovendien enkel het advies ingewonnen moet worden van de Minister van Justitie, overeenkomstig artikel 98 van de voornoemde wet van 7 december 1998 en artikel 2.3., 4°, van het protocol gesloten tussen de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie op 29 december 2000 inzake het gezamenlijk beheer van de federale politie door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie (Belgisch Staatsblad van 10 februari 2001, 2^{de} editie).

het "eensluidend" advies van de Minister van Justitie ¹². De verwijzing naar het advies van die Minister is voldoende, ingevolge de bepalingen die terzake van toepassing zijn ¹³.

In ondergeschikte orde behoort te worden opgemerkt dat in dat advies uitdrukkelijk gesteld wordt dat de Minister van Justitie het niet eens is met de inhoud van de artikelen 9 en 21 ¹⁴ van het voorontwerp van besluit dat hem is voorgelegd. Uit het dossier dat gevoegd is bij de adviesaanvraag kan niet worden afgeleid in hoeverre in het ontwerp al dan niet rekening gehouden is met het voorbehoud van de Minister van Justitie. De Raad van State heeft deze aangelegenheid echter niet onderzocht, gelet op het feit dat hij zich niet dient uit te spreken over een ontwerp van ministerieel besluit, waarvoor het advies eensluidend moet zijn.

3. Tot slot wordt de steller van het ontwerp van koninklijk besluit verzocht om, in het licht van de voorafgaande opmerkingen :

- nog voor het thans voorliggende besluit wordt goedgekeurd of samen met die goedkeuring, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit een wijziging door te voeren van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002, teneinde inzonderheid elke tegenstelling te vermijden tussen de verschillende bepalingen die terzake van toepassing zijn;
- na te gaan of er voor elk van de genoemde diensten wel degelijk een toereikende rechtsgrond bestaat, op grond waarvan de Koning voor die dienst de ontworpen bepalingen kan aannemen;

(12) In verband met de moeilijkheid om één enkele tekst op te stellen die van toepassing is op alle beoogde diensten, merkt de Raad van State op dat, ondanks het feit dat voldaan is aan het vereiste van het eensluidend advies, dat opgelegd wordt door laatstgenoemde bepaling, in het ontworpen besluit evenwel geen rekening gehouden wordt met de machtiging die verleend wordt aan de Minister van Binnenlandse Zaken krachtens artikel 2, derde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002, voor alle agenten bedoeld in artikel 1, 2° tot 5°, van dat koninklijk besluit.

(13) Zie de verwijzingen vermeld in voetnoot 11.

(14) Dat artikel 22 van het ontwerp geworden is, aangezien daarin sprake is van "het dragen tijdens de dienst van een persoonlijk wapen" of een "revolver" waarin niet voorzien wordt in de voorgeschreven bewapening ?

- te onderzoeken of het niet raadzaam is om de situatie van de leden van de diensten enquêtes P en I te regelen in een ministerieel besluit dat uitgevaardigd wordt met toepassing van artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 26 juni 2002 ¹⁵, of, indien het wel degelijk de bedoeling is dat deze bevoegdheid voorbehouden wordt aan de Koning, in de voornoemde wet van 18 juli 1991 te voorzien in een uitdrukkelijke machtiging in die zin.

4. Gelet op hetgeen voorafgaat, heeft de afdeling wetgeving de bepalingen van het ontwerpbesluit niet verder onderzocht.

De Raad van State vestigt evenwel nu reeds de aandacht van de steller van het ontwerp op de volgende punten.

4.1. In zoverre de artikelen 141, tweede lid, en 149, tweede lid, van de voornoemde wet van 7 december 1998 de Koning uitdrukkelijk de bevoegdheid verlenen om de regels uit te vaardigen inzake de bewapening van de leden van de politiediensten en van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie (en van de Algemene Inspectie), is een delegatie van die bevoegdheid aan de Minister van Binnenlandse Zaken enkel denkbaar als deze betrekking heeft op loutere detailkwesties.

Dat is niet het geval wat betreft de delegatie van bevoegdheden waarin voorzien wordt in de ontworpen artikelen 6, 9, vijfde lid, en 17 ¹⁶.

⁽¹⁵⁾ Zie, bij wijze van voorbeeld, het ontwerp van ministerieel besluit van de Minister van Justitie "tot bepaling van de wapens en de munitie die behoren tot de voorgeschreven uitrusting van de agenten van de Buitendiensten van de Veiligheid van de Staat en tot vaststelling van bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens", waarover de afdeling wetgeving op 18 september 2006 advies 41.229/2 gegeven heeft.

⁽¹⁶⁾ Zie, in dezelfde zin, advies 39.157/2, gegeven op 19 oktober 2005, over een ontwerpbesluit dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 10 juni 2006 houdende de regeling van het uniform van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus.

4.2. Krachtens de artikelen 6 en 7 van de voornoemde wet van 8 juni 2006 dienen de natuurlijke personen en privaatrechtelijke rechtspersonen die een verzameling van meer dan tien vuurwapens wensen aan te leggen daartoe te worden erkend door de gouverneur.

De politiediensten dienen dus geen erkenning te bekomen, aangezien deze geen privaatrechtelijke rechtspersonen zijn. Hetzelfde geldt voor de politiescholen ingericht door de Regering overeenkomstig artikel 142*bis* van de voornoemde wet van 7 december 1998. Alleen de politiescholen die krachtens dezelfde bepaling erkend zijn en die privaatrechtelijke rechtspersonen zijn, zijn onderworpen aan de artikelen 6 en 7 van de voornoemde wet van 8 juni 2006.

In dat laatste geval kan er niet mee worden volstaan te bepalen, zoals in artikel 20 van het ontwerp van koninklijk besluit, dat deze politiescholen die een erkenning gekregen hebben overeenkomstig de artikelen 6, 7 en 33 van de voornoemde wet van 8 juni 2006, "alle maatregelen (moeten nemen) die noodzakelijk zijn voor de beveiliging" van de wapens die voor didactische doeleinden gehouden worden. Er dient daarentegen een onderscheiden koninklijk besluit uitgevaardigd te worden waarin de "inhoudelijke voorwaarden waaraan de verzameling moet voldoen" en "de bijzondere in acht te nemen technische voorzorgen" bepaald worden, overeenkomstig artikel 6, § 1, van de voornoemde wet van 8 juni 2006 ¹⁷.

Bijgevolg dient het ontworpen artikel 20 te vervallen.

⁽¹⁷⁾ Pro memorie zij erop gewezen dat een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens" het onderwerp heeft uitgemaakt van het voornoemde advies 41.204/2/V.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	Ph. HANSE,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS